



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 7 – Septembre 2021

En bref

Le succès de la campagne de vaccination permettra la levée de la majorité des restrictions sanitaires dès le 22 octobre prochain en Irlande. La phase de rebond économique reste néanmoins marquée par d'importantes pénuries de matériaux et de main d'œuvre, qui alimentent une inflation source d'inquiétudes croissantes. Les projets d'IDE annoncés au cours de l'été laissent place à davantage d'optimisme sur le marché du travail.

Zoom sur

D'après les comptes nationaux pour le deuxième trimestre 2021 publiés par le *Central Statistics Office* (CSO), l'équivalent irlandais de l'Insee, le PIB réel a augmenté de 6,3% par rapport au trimestre précédent, soit un chiffre trois fois plus élevé que la moyenne de la zone euro (2,2%) ; reflet d'une forte reprise économique suivant la levée des restrictions sanitaires au printemps dernier. Toutes les composantes du PIB ont enregistré une forte progression : la consommation des ménages (12,6%), l'investissement (5,8%) et les exportations (6,4%). D'une année sur l'autre, la croissance du PIB atteint 21,6% mais doit être relativisée, le deuxième trimestre 2020 ayant été marqué par le premier confinement rendant la base comparative exceptionnellement basse. La demande intérieure modifiée, mesure alternative corrigée de l'activité des multinationales, a quant à elle progressé de 8,4% sur une base trimestrielle, pour s'établir 1% au-dessus de son niveau pré-pandémie.

LE CHIFFRE À RETENIR

5,9%

D'après le CSO, les comptes définitifs pour 2020 confirment la croissance record enregistrée par l'Irlande par temps de pandémie, à 5,9% contre 3,4% telle qu'elle avait été précédemment estimée. À l'inverse, la demande intérieure modifiée s'est contractée de -4,8%, signe d'une dualité croissante de l'économie irlandaise.

Macroéconomie

1 Prévisions de croissance

Pour l'heure, les estimations de croissance varient de 8,8% à 11,1% en 2021 (Tableau 1). Mais suite aux comptes trimestriels publiés par le CSO, celles-ci devraient bientôt être révisées à la hausse; l'économie irlandaise étant en bonne voie pour connaître une croissance à deux chiffres cette année. Dans une lettre écrite dans le cadre des consultations pré-budgétaires en vue du projet de loi de finances 2022 (PLF-22), le gouverneur de la Banque Centrale d'Irlande (BCI), Gabriel Makhlouf, ajoute que l'économie domestique pourrait être au-dessus de son niveau pré-crise dès l'année prochaine.

Tableau 1 : Prévisions de croissance*

Variation annuelle du PIB réel en %	2021	2022
Ministère des finances	8,8	5,1
Banque centrale	8,3	5,4
Commission européenne	7,2	5,1
Think-tank ESRI	11,1	6,9

* Les prévisions apparaissent par ordre chronologique (les premières étant les plus récentes).

Source : SE de Dublin

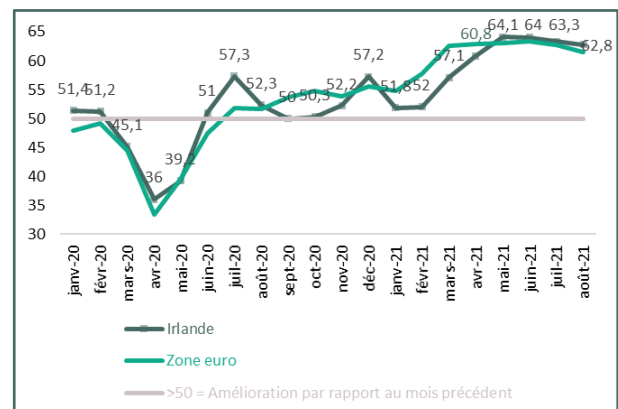
2 Activité économique

Les indices des directeurs d'achats (PMI) de l'institut Markit au mois d'août 2021 confirment la forte reprise de l'activité économique en Irlande. Le niveau de confiance sur les perspectives des douze mois à venir est élevé dans l'ensemble des secteurs, reflétant le retour «à la normale» et l'annonce de la levée des dernières restrictions le mois prochain.

Industrie

Au mois d'août, l'indice PMI du secteur manufacturier irlandais enregistre à nouveau une forte performance (-0,5 point à 62,8), certes moins élevée qu'en juillet, mais à un niveau qui demeure historique (Figure 1). L'indice suit les mêmes tendances que dans les autres économies avancées. Toutefois, les contraintes de capacité résultant des difficultés d'approvisionnement et des pénuries de matières premières et de personnel continuent de peser fortement sur l'activité du secteur et les pressions inflationnistes.

Figure 1 : Indice PMI dans l'industrie

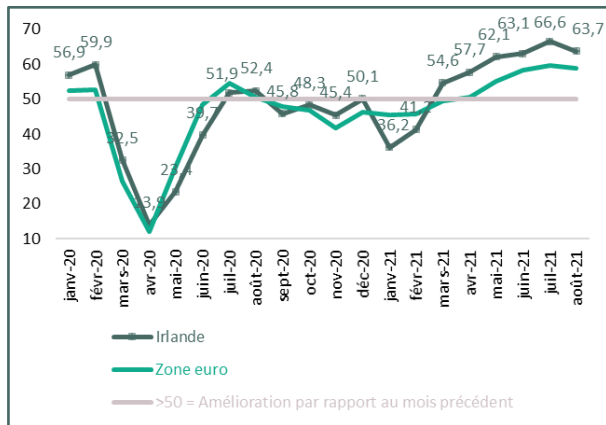


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

Services

L'indice PMI dans les services continue d'indiquer une forte croissance du secteur au mois d'août (- 2,9 points à 63,7) (Figure 2), pour le quatrième mois consécutif au-dessus de 60. Néanmoins cette reprise dans l'ensemble des sous-secteurs interrogés pour la constitution de l'indice contribue à alimenter l'inflation, les prix des intrants comme les prix facturés augmentant à leur rythme le plus rapide depuis 2000.

Figure 2 : Indice PMI dans les services

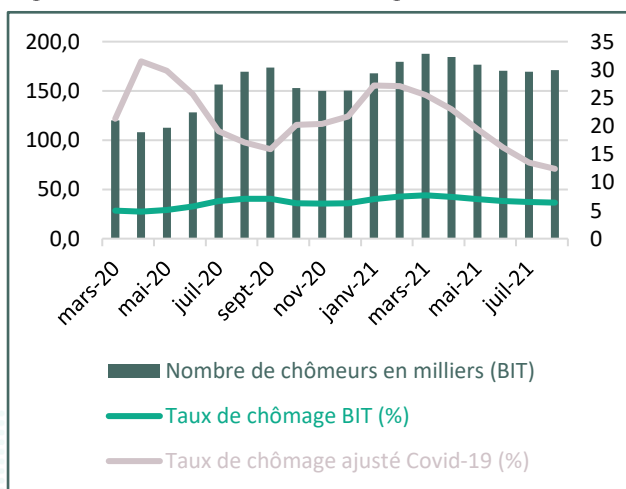


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

3 Chômage

Le taux de chômage en Irlande s'élève à 6,4% de la population active au mois d'août 2021. S'il a diminué d'un point depuis le mois d'avril, ce chiffre – calculé en application des normes européennes et internationales – ne reflète pas les nombreux bénéficiaires des allocations versées au titre des dispositifs spéciaux liés à la Covid-19, ces personnes ne remplissant pas les critères arrêtés par le Bureau International du Travail (BIT).

Figure 3 : Évolution du chômage

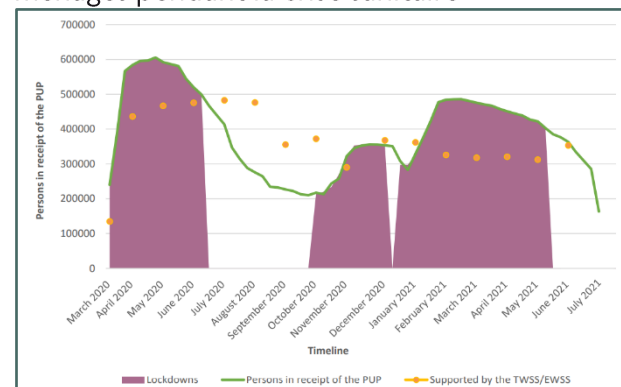


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

Le CSO évalue le taux de chômage à l'aide d'un autre indicateur : le COVID-19 Adjusted Measure

of Unemployment (Figure 3). En intégrant l'ensemble des personnes ayant perdu leur emploi sous l'effet de la crise sanitaire au sein des chômeurs – celles-ci bénéficiant de l'allocation spécifique mise en place pour soutenir leurs revenus (le *Pandemic Unemployment Payment* ou PUP), le taux de chômage ajusté s'établit ainsi à 12,4% au mois d'août, en baisse de -10,6 points par rapport au mois d'avril et à son niveau le plus bas depuis le début de la crise sanitaire (Figure 4). Quant au taux de chômage des jeunes (15-24 ans), il s'élève à 16,9% (mesure standard) ou 25,6% (indicateur ajusté) au mois d'août.

Figure 4 : Mesures de soutien aux revenus des ménages pendant la crise sanitaire



Source : Parliamentary Budget Office (PBO)

D'après le ministère des Finances irlandais, le retrait progressif des dispositifs de chômage partiel (*Employment Wage Subsidy Scheme* ou EWSS) et du PUP pourrait conduire à un taux de chômage BIT de 16,3% en 2021, 8,2% en 2022 et 5,5% en 2025, soit pour ce dernier un niveau encore supérieur au niveau pré-crise (4,8% en février 2020).

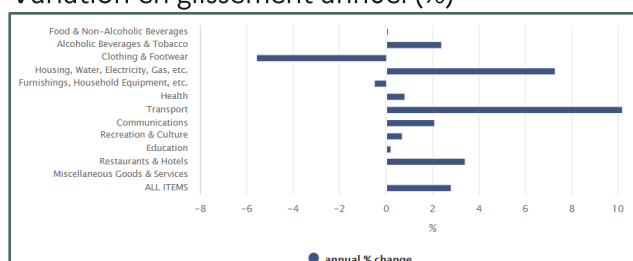
4 Inflation

En Irlande, l'inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'élevait à 2,8% en glissement annuel (g.a.) ou 0,6% en glissement mensuel (g.m.) au mois d'août 2021 (Figure 5). La variation de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) suit les mêmes tendances (3% en g.a. et 0,7% en g.m.).

L'IPC a essentiellement été tiré par la hausse des

prix dans les secteurs suivants : les transports (10,2%) ; le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles (7,3%) ; les restaurants et les hôtels (3,4%). À l'inverse, les prix ont baissé dans les vêtements et chaussures (-5,6%) et l'ameublement, l'équipement ménager et l'entretien courant de la maison (-0,5%).

Figure 5 : Inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) par unités de besoin
Variation en glissement annuel (%)



Source : CSO

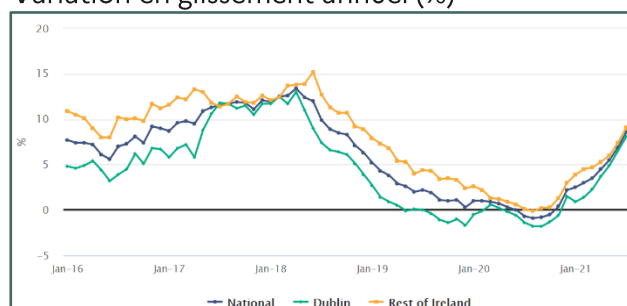
S'exprimant au sujet de la pression à la hausse des prix, le gouverneur de la BCI a indiqué que les craintes relatives à une inflation excessive dans la zone euro étaient, pour l'heure, surestimées et que l'inflation actuelle reflétait des facteurs temporaires qui devraient s'atténuer avec le temps.

5 Construction et prix immobiliers

L'indice PMI calculé par Ulster Bank indique une croissance robuste de la construction en août 2021 (-5,3 points à 57,5), à un rythme néanmoins ralenti par rapport aux mois précédents. En outre, les entreprises du secteur demeurent confrontées à des pénuries de main d'œuvre et de matériaux (acier et bois notamment). L'augmentation des coûts de construction qui en résulte encourage le gouvernement à envisager la mise en place d'un système de partage de ces coûts entre l'État et les entreprises si l'inflation venait à dépasser une certaine cible.

Sur le marché de l'immobilier, les prix dans le secteur résidentiel sur l'ensemble du territoire et mesurés par le CSO progressent à un rythme très soutenu : 8,6% en juillet 2021 par rapport à juillet 2020 (Figure 6) et 1,7% d'un mois à l'autre. Sur une base annuelle, la croissance des prix est plus forte hors Dublin (9,1%) que dans la capitale irlandaise (8,1%). L'indice des prix demeure onze pourcent moins élevé que son plus haut niveau atteint avant le krach immobilier de 2007, mais cet écart se réduit de mois en mois.

Figure 6 : Prix de l'immobilier résidentiel
Variation en glissement annuel (%)



Source : CSO

Dans ce contexte, la coalition gouvernementale a lancé un plan intitulé « Logement pour tous » cet été, qui vise à livrer 300 000 logements sociaux et abordables d'ici 2030, soit l'équivalent de 4 Md€ investis annuellement jusqu'à la fin de la décennie.

6 Commerce extérieur

D'après les données mensuelles du CSO, les exportations de biens en valeur depuis le début de l'année (janvier - juillet 2021) s'établissent à 92,6 Md€, relativement stables par rapport à la même période en 2020 (-0,5%). Les importations de biens ressortent quant à elles à 57,1 Md€, en augmentation d'une année sur l'autre (16,5%). La pandémie de Covid-19 ayant altéré les échanges commerciaux en 2020, il convient néanmoins d'interpréter ces chiffres avec précaution. Au total, l'Irlande enregistre un surplus commercial de 35,5 Md€ à cette période de l'année, en baisse par rapport à l'an dernier (-19,2%).

Finances publiques

1 Exchequer

D'après les chiffres publiés par le Trésor public, les recettes fiscales cumulées du 1^{er} janvier au 31 août 2021 sont supérieures de 5% aux prévisions du budget voté pour l'année, pour s'établir à 39,5 Md€. Les recettes cumulées au titre de l'impôt sur les sociétés (IS) sont particulièrement dynamiques (ce qui est inhabituel pour un mois d'août), en progression de 14% par rapport aux estimations réalisées par le ministère des Finances irlandais. Paschal Donohoe a indiqué que ces chiffres reflétaient « l'imprévisibilité et la volatilité » de ces recettes, sur lesquelles les finances publiques ne peuvent reposer à moyen et long terme.

À ce stade de l'année, les dépenses publiques s'élèvent à 53,4 Md€ et sont inférieures de -3% aux montants inscrits en loi de finances. D'après le ministre des Dépenses Publiques et de la Réforme, Michael McGrath, 68% des dépenses courantes (soit 40 Md€), relèvent des ministères de la Protection Sociale et de la Santé. Les mesures de soutien aux revenus des ménages (PUP et EWSS, voir *supra*) représentent à elles seules 6,8 Md€ depuis le début de l'année.

Dans ses recommandations prébudgétaires, la BCI appelle l'attention du gouvernement sur la nécessité d'indiquer clairement l'orientation des finances publiques à moyen-terme et de les placer sur une trajectoire plus durable afin de faire face aux risques pesant sur la dette publique suivant la normalisation de la politique monétaire (hausse des taux d'intérêt) et de rétablir une marge de manœuvre budgétaire, en cas de chocs futurs notamment.

LE CHIFFRE DU MOIS

50 MD€

D'après un rapport publié par le ministère des Finances irlandais, l'absence de changement politique pour atténuer les effets du vieillissement démographique est insoutenable à long terme pour les finances publiques du pays. Dans ce contexte, le document indique que lier l'âge de départ à la retraite à l'évolution de l'espérance de vie pourrait significativement alléger la charge pesant sur les dépenses publiques. D'après les estimations du ministère, le maintien de l'âge légal de la retraite à 66 ans par rapport au scénario où ce dernier devait être relevé à 67 ans dès 2021, puis 68 en 2028, pourrait entraîner un coût supplémentaire pour l'État d'environ 50 Md€ à horizon 2070 (Figure 7).

Figure 7 : Évolution du ratio dette/GNI* selon différents scénarios d'âge de départ à la retraite



Source : Ministère des Finances irlandais

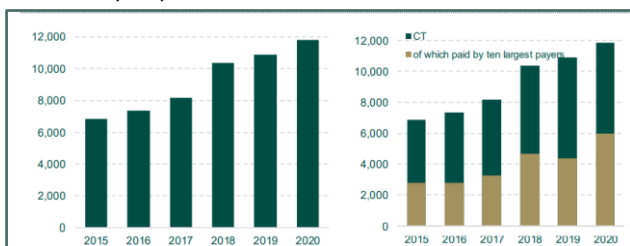
Au total, plusieurs décisions relatives au système des retraites sont susceptibles d'être prises en considération prochainement, le gouvernement ayant pour rappel mis en place une Commission sur les retraites en novembre 2020 chargée de formuler des recommandations.

2 Rapport annuel sur la fiscalité

D'après le rapport annuel sur la fiscalité, publié le 10 août 2021 par le ministère des Finances irlandais, la reprise de l'économie et la levée progressive des mesures de soutien budgétaire devraient suffire à rééquilibrer les finances publiques.

Toutefois, si le ministère souligne la résilience des recettes fiscales face à l'impact de la pandémie l'année dernière, celles-ci ayant diminué de seulement -3,6%, il indique que la perte de recettes fiscales liée aux réformes actuellement en cours d'adoption au sein du Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS (estimée à -2 Md€ d'ici 2025) pèsera *in fine* sur les autres sources de revenus. Si le rapport ne précise pas lesquelles précisément, les interventions de Paschal Donohoe et Michael McGrath dans les médias en amont du « Budget Day », le 12 octobre prochain, laissent suggérer que la fiscalité carbone augmentera du même montant que l'année dernière (+7,50€) conformément à la trajectoire inscrite dans la loi, et qu'une hausse des cotisations sociales serait envisagée.

Figure 8 : Recettes d'IS depuis 2015, en millions d'euros (M€)



Source : Ministère des Finances irlandais

Dans ce rapport, le gouvernement reconnaît que la trop forte dépendance des recettes publiques vis-à-vis de l'IS constitue un risque pour la stabilité des finances publiques ; risque identifié depuis 2015 lorsque les recettes de l'IS ont commencé à fortement progresser et aggravé par leur concentration au sein de 10 sociétés (Figure 8). Pour mémoire, les recettes d'IS ont augmenté de 70% dans les cinq dernières années,

pour représenter 20% des recettes totales en 2020. 82% d'entre elles proviennent des multinationales étrangères.

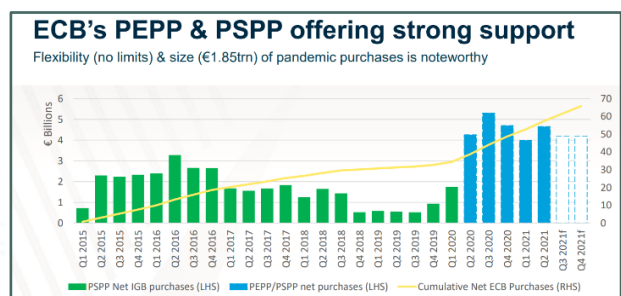
3 Réforme des impôts fonciers locaux

Le gouvernement a annoncé au printemps dernier une réforme des taxes foncières, par la suite adoptée par le Parlement au cours de l'été et signée par le Président irlandais le 22 juillet. Elle comprend notamment la revalorisation, tous les quatre ans, des propriétés résidentielles à compter du 1^{er} novembre prochain, ainsi que l'élargissement de la base d'imposition avec l'intégration des nouvelles habitations construites depuis 2013. La réforme fournira 560 M€ de revenus aux collectivités locales, sans que la majorité de contribuables ne soit impactée d'après le ministère des Finances.

4 Financement de l'État

L'équivalent irlandais de l'Agence France Trésor, la *National Treasury Management Agency* (NTMA), a levé 36 Md€ depuis le début de la crise sanitaire, à un taux moyen de 0,16%. Le 9 septembre dernier, elle a atteint sa cible minimale de financement pour 2021 (soit 16 Md€) via l'émission de 2 obligations d'État à maturité 10 et 20 ans et aux rendements de respectivement 0,02% et 0,55%. Depuis mars 2020, 70% des obligations souveraines ont été rachetées par la Banque Centrale Européenne (BCE) sur le marché secondaire, qui maintient des conditions de financement favorables (Figure 9).

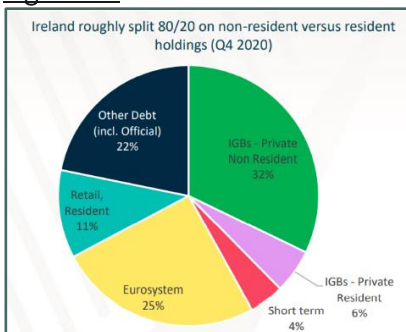
Figure 9 : Les programmes d'achats d'actifs de la BCE



Source : NTMA

À ce jour, les achats de dette irlandaise par l'Eurosystème – détenteur principal des obligations d'État (25% de la dette, [Figure 10](#)) – au titre des programmes d'achats d'actifs s'élèvent à 56 Md€. Dans son dernier rapport semestriel sur la stabilité financière, la BCI indique que la NTMA a su profiter de la politique monétaire non conventionnelle menée par la BCE ces dernières années pour allonger la maturité de sa dette et se refinancer à des taux d'intérêt plus faibles.

Figure 10 : Les détenteurs de la dette irlandaise



Source : NTMA

Enfin, l'agence de notation Standard and Poor's (S&P) devrait procéder à une réévaluation de la notation de la dette souveraine irlandaise en novembre 2021, suivie par Fitch, Moody's et DBRS en 2022. Ces deux dernières ont réévalué récemment la perspective de la dette irlandaise, passant alors de « stable » à « positive », compte tenu notamment de la résilience dont a fait preuve l'économie nationale face aux chocs du Brexit et de la pandémie ([Tableau 2](#)).

Tableau 2 : Notation de la dette souveraine irlandaise

Agences	Long-terme	Court-terme	Perspective	Dernière mise à jour
Moody's	A2	P-1	Positive	08/2021
S&P	AA-	A-1+	Stable	11/2019
Fitch	A+	F1+	Stable	12/2017
DBRS	A (high)	R-1 (middle)	Positive	07/2021

Source : SE de Dublin

Secteur bancaire

Le *Financial Services Union*, syndicat des employés de banques irlandaises, urge le gouverneur de la BCI d'intervenir afin de suspendre temporairement les fermetures d'agences annoncées par les deux principales banques commerciales, Bank of Ireland (BoI) et Allied Irish Banks (AIB), « jusqu'à ce que la société et l'économie réouvrent et qu'un débat complet ait eu lieu sur l'avenir du secteur en Irlande ». Pour mémoire, Paschal Donohoe a annoncé devant le Dáil qu'il comptait superviser un « examen de grande envergure » du secteur bancaire. Avec la numérisation des services financiers depuis le début de la pandémie de Covid-19, les établissements bancaires voient ici l'opportunité de réduire leurs coûts fixes dans un contexte de faible rentabilité. Un rapport de la *Banking and Payments Federation of Ireland* (BPF) souligne, en effet, que la rentabilité des banques de détail irlandaises, mesurée par le taux de rendement des capitaux propres (*Return on Equity – RoE*), s'élevait à 2,6% au premier trimestre 2021, contre une moyenne européenne à 7,6%.

Au cours de l'été, le ministre des Finances s'est également exprimé au sujet de la reprise de Davy par BoI, ainsi que du portefeuille de clients d'Ulster Bank par AIB et Permanent TSB (PTSB). Cette dernière a signé un MoU qui lui permettrait de jouer un rôle plus important sur le marché du crédit bancaire et offrirait davantage de concurrence aux consommateurs irlandais.

Enfin, Paschal Donohoe a annoncé la vente progressive des parts de l'État dans le capital de BoI (13,9%), qui peut être perçue comme « un pas important vers une normalisation du système bancaire irlandais » selon Eamonn Hughes, analyste financier chez la société de courtage Goodbody.

Entreprises

1 Impact de la Covid-19

D'après la dernière enquête biannuelle sur la demande de crédit des petites et moyennes entreprises (PME), menée par *Behaviour and Attitudes* à l'initiative du ministère des Finances irlandais, 20% des entreprises interrogées ont présenté une demande de crédit sur la période octobre 2020 – mars 2021, soit une baisse de -5% par rapport à mars 2019 mais une augmentation de 2% par rapport à 2020. 72% des PME ont indiqué qu'elles avaient des fonds suffisants et que c'était la raison pour laquelle elles ne sollicitaient pas de crédit. Par ailleurs, 30% des entreprises interrogées ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaires en 2020 par rapport à 2019, tandis que 23% d'entre elles enregistrent un chiffre d'affaires stable et 47% une baisse de celui-ci. À cet égard, les secteurs de l'hébergement et de la restauration (85% des entreprises), ainsi que la construction (53%) ont été les plus impactés par la crise sanitaire. Au mois de mars 2021, la part de PME déclarant des bénéfices (53%) demeure plus faible qu'en mars 2019 (68%). Enfin, 60% des PME indiquent avoir bénéficié du dispositif de chômage partiel (EWSS).

Avec la pandémie, l'industrie du tourisme enregistre d'importantes pertes, estimées à 13,4 Md€ selon un rapport publié par l'*Irish Tourism Industry Confederation* (ITIC). 100 000 emplois auraient ainsi été détruits. En 2021, le secteur pourrait enregistrer 2,8 Md€ de recettes contre 9,3 Md€ en 2019 et 2,4 Md€ en 2020. Dans ses propositions pré-budgétaires, l'ITIC appelle notamment le gouvernement à prolonger l'EWSS jusqu'en juin 2022 (au lieu de décembre 2021 tel que prévu actuellement) et à donner davantage de certitude quant à la durée d'application du taux de TVA temporairement réduit à 9%.

2 Investissements directs étrangers et création d'emplois

D'après le baromètre annuel d'EY, l'Irlande se maintient dans le top 10 des endroits les plus attractifs en termes d'investissements directs étrangers (IDE) en Europe en 2020, se classant ainsi 9^{ème} parmi les 48 pays de la région (1^{ère} en nombre de projets d'investissement par habitant). Les investisseurs internationaux mentionnent la durabilité et la disponibilité de talents dans le secteur de la tech parmi les raisons clés de leurs décisions d'investir. Ces dernières proviennent toujours majoritairement des États-Unis (58% des projets), suivis du Royaume-Uni (17%) et de l'Allemagne (5%).

Plusieurs projets d'investissement ont été signalés au cours de l'été. EY a annoncé la création de 800 nouveaux emplois au cours des 9 prochains mois, dont 400 pour les jeunes diplômés ; la société augmentant ses effectifs d'environ 25% en Irlande. Dans le secteur pharmaceutique, AstraZeneca ouvre un nouveau site de production sur le territoire irlandais ; une décision qui s'accompagne d'un investissement de 360 M€ et de la création de 100 emplois à Dublin. La filiale irlandaise de Johnson & Johnson, Janssen Sciences Ireland, a quant à elle déposé une demande d'expansion de son usine à Cork, pour un montant de 150 M€. 180 nouveaux emplois pourraient ainsi être créés. Dans les services financiers, enfin, State Street s'apprête à ouvrir une unité chargée de la cybersécurité et des infrastructures numériques à Kilkenny ; 400 nouveaux emplois sur 2 ans ayant été annoncés.

Tableau des indicateurs mensuels

	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21
Production								
PIB trimestriel à prix constants (Md€)								
(Référence = 2018)			97,4			109,4		
<i>Croissance réelle (glissement annuel, g.a.)</i>			12,8%			29,0%		
Indice de production industrielle								
(Base 100 = 2015)	121,1	125,9	122,4	122,8	117,3	112,4	121,2	
<i>Secteur traditionnel</i>	116,7	114,9	110,4	122,2	122,1	121,7	122,3	
<i>Secteur moderne</i>	123,8	131,5	126,7	121,4	113,5	107,9	118,5	
Purchasing Managers Index (PMI)								
<i>Industrie</i>	51,8	52	57,1	60,8	64,1	64	63,3	62,8
<i>Services</i>	36,2	41,2	54,6	57,7	62,1	63,1	66,6	63,7
<i>Construction</i>	21,2	27	30,9	49,3	66,4	65	62,8	57,5
Compte courant								
Importations de marchandises (Md€)	7,4	7,4	8	8,2	8,6	9,2	8	
Exportations de marchandises (Md€)	12,9	12,8	13,5	12,8	13,6	13,8	13,1	
Solde commercial (Md€)	5,5	5,4	5,3	4,6	5	4,6	5,1	
Balance courante trimestrielle (Md€)				18,4			15,0	
<i>Balance courante en % du PIB</i>				18,4%			14,9%	
Evolution des prix								
Inflation CPI (glissement mensuel, g.m.)	0,1%	0,4%	0,8%	0,7%	0,1%	0,2%	0,4%	0,6%
Prix résidentiels à l'achat (g.m.)								
<i>National</i>	0,4%	0,4%	0,5%	0,9%	0,9%	1,5%	1,7%	
<i>Irlande sauf Dublin</i>	0,5%	0,2%	0,2%	0,8%	0,8%	1,6%	2,0%	
<i>Dublin</i>	0,2%	0,6%	0,9%	1,0%	0,9%	1,3%	1,4%	
Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,3%	0,2%	0,8%	1,2%	-0,2%	0,1%	0,3%	1,5%
Marché du travail								
Nombre de chômeurs (Milliers)	167,9	179,6	187,5	184,3	176,5	170,5	169,6	171,2
<i>Taux de chômage</i>	7,0%	7,5%	7,7%	7,4%	7,0%	6,7%	6,5%	6,4%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	16,9%	17,7%	18,3%	18,8%	18,5%	18,5%	17,2%	16,9%
Salaire horaire moyen (€)			26,9			26,1		
<i>Variation du salaire horaire moyen en g.a.</i>			8,6%			3,0%		
Consommation et investissement								
Consommation finale privée (variation en g.t.)			-5,1%		12,6%			
Investissement (g.t.)			-19,5%		5,8%			
Indice de la vente au détail (variation en g.a.)	-14,7%	0,9%	12,8%	83,3%	46,2%	9,8%	4,5%	6,0%
<i>Hors automobiles</i>	-10,0%	-2,8%	-0,1%	28,4%	21,2%	9,5%	1,6%	3,5%
<i>Automobiles</i>	1,7%	1,6%	27,5%	576,4%	139,2%	17,9%	6,2%	11,8%
Secteur financier								
Encours de dépôt des ménages (g.m.)	1,51%	1,14%	0,73%	1,67%	0,44%	0,37%	1,38%	-0,04%
Encours de dépôt total (g.m.)	-0,46%	0,22%	2,29%	1,58%	-0,44%	1,31%	1,44%	-0,45%
Encours de crédit aux ménages (g.m.)	-0,48%	-2,05%	2,54%	-0,45%	-0,09%	-0,07%	-5,51%	0,10%
Encours de crédit hypothécaire (g.m.)	-0,28%	-2,27%	3,03%	-0,32%	-0,12%	-0,12%	-6,58%	0,04%
Encours de crédit aux SNF (g.m.)	-0,60%	0,37%	-0,15%	-0,06%	0,36%	0,07%	-0,59%	-0,76%
Indice boursier ISEQ (dernier)	7047,3	7341,4	8083,9	8092,9	8231,7	8174,4	8324,6	8786,9
Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	-0,193	0,106	0,075	0,186	0,212	0,177	-0,043	0,032

Tableau des indicateurs annuels

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production						
PIB annuel à prix courants (Md€)	262,8	270,1	296,9	326,0	356,5	372,9
<i>Croissance du PIB</i>	25,2%	2,0%	9,1%	8,5%	5,6%	5,9%
PIB par habitant à prix courants	56 060	56 979	61 956	67 128	72 443	74 912
GNI* à prix courants (Md€)	162,6	174,8	185,1	197,8	215,6	208,2
<i>Croissance du GNI*</i>	13,7%	7,5%	6,3%	7,3%	3,4%	-3,5%
Valeur ajoutée brute à prix courants (Md€)	244,1	250,8	274,0	306,3	335,3	349,3
<i>Part des multinationales en %</i>	41%	40%	41%	43%	45%	51%
Compte courant						
Exportations de marchandises (Md€)	112,4	119,3	122,7	140,6	152,5	161,9
Importations de marchandises (Md€)	70,1	74,2	83,0	92,0	91,0	86,9
Solde commercial (Md€)	42,3	45,1	39,7	48,6	61,5	75,0
Balance courante (% du PIB)	4,4%	-4,2%	0,5%	6,0%	-11,3%	4,6%
Evolution des prix						
Inflation	0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%	-0,3%
Inflation hors énergie	0,6%	0,7%	0,0%	0,0%	0,9%	0,0%
Variation annuelle des prix immobiliers	11,5%	7,5%	10,9%	10,2%	2,3%	0,3%
<i>Irlande sauf Dublin</i>	13,2%	9,9%	12,2%	12,0%	4,8%	1,1%
<i>Dublin</i>	10,0%	5,1%	9,5%	8,6%	0,0%	-0,5%
Population						
Population	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500	4 977 400
<i>Variation annuelle</i>	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%	1,3%	1,1%
Solde migratoire	5 900	16 200	19 800	34 000	33 700	28 900
Marché du travail						
Population active	2 290 400	2 329 400	2 370 300	2 405 300	2 467 800	2 418 500
Taux de participation	61,8%	62,0%	62,1%	62,0%	62,5%	60,5%
Taux de chômage	9,5%	7,6%	6,4%	5,7%	4,7%	6,2%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	379 700	386 300	396 000	403 300	412 000	415 000
<i>En % de l'emploi total</i>	18,3%	17,9%	17,9%	17,8%	17,6%	18,4%
Nombre de personnes employées dans le secteur privé	1 246 200	1 348 200	1 399 300	1 464 900	1 519 200	1 463 100
Nombre de personnes employées par les multinationales	189 236	205 740	217 829	233 603	248 450	257 394
<i>En % de l'emploi secteur privé</i>	15,2%	15,3%	15,6%	15,9%	16,4%	17,6%
Salaire annuel moyen	36 457	36 933	37 637	38 871	40 283	n/a
Salaire horaire minimum (€)	8,65	9,15	9,25	9,55	9,8	10,1
Consommation et investissement						
Consommation finale privée	3,2%	5,1%	2,3%	3,9%	3,3%	-10,4%
Formation brute de capital fixe	50,2%	48,4%	-1,0%	-11,1%	101,6%	-22,1%

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur financier						
Encours de dépôt des ménages	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%	12,7%
Encours de crédit total	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%	-6,6%
<i>Ménages</i>	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%	0,7%	-5,5%
<i>Prêts immobiliers</i>	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%	0,5%	-3,5%
<i>SNF</i>	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%	-5,7%	-6,7%
Indice boursier ISEQ (Moyenne annuelle)	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7	6 305,5	6 326,5
Finances publiques						
Dépenses publiques (Md€)	77,1	76,6	78,8	83,4	87,6	104,2
Recettes publiques (Md€)	71,9	74,7	77,9	83,9	89,1	85,8
Déficit/excédent public (Md€)	-5,2	-1,9	-0,9	0,4	1,5	-18,4
<i>En % du PIB</i>	-2,0%	-0,7%	-0,3%	0,1%	0,5%	-5,0%
<i>En % du GNI*</i>	-3,2%	-1,1%	-0,5%	0,2%	0,7%	-8,9%
<i>En % des recettes publiques</i>	-7,2%	-2,5%	-1,2%	0,5%	1,7%	-21,4%
Dettes publiques (Md€)	201,6	200,6	201,2	205,9	204,2	218,2
<i>En % du PIB</i>	76,7%	74,1%	67,0%	63,0%	57,4%	59,5%
<i>En % du GNI*</i>	124,0%	114,8%	108,1%	103,6%	95,6%	105,6%
<i>En % des recettes publiques</i>	284,3%	268,5%	258,3%	251,4%	229,2%	254,3%
<i>Par habitant ('000€)</i>	43 000	42 350	42 000	42 400	41 450	44 531
Politique énergétique						
Consommation finale d'énergie (En % du total) :						
<i>Charbon</i>	2,8%	2,4%	2,1%	2,1%	2,1%	n/a
<i>Tourbe</i>	1,8%	1,7%	1,6%	1,6%	1,5%	n/a
<i>Pétrole</i>	57,3%	57,8%	57,5%	57,3%	56,5%	n/a
<i>Gaz naturel</i>	15,2%	15,4%	15,5%	15,8%	15,9%	n/a
<i>Energies renouvelables</i>	3,5%	3,4%	3,9%	3,8%	3,9%	n/a
<i>Autres (non-renouvelables)</i>	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	n/a
<i>Electricité</i>	19,1%	18,9%	19,0%	18,9%	19,7%	n/a
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	88%	69%	66%	67%	n/a	n/a

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international